

SOMMAIRE

Page 1

Le partenaire des élu(e)s.
La main courante EPF/Région.

Page 2

L'ANRU engage 191 M€.
Le nouveau débat éolien.

Page 3

SGRE recherche ses partenaires.
Le zonage médecin.

Page 4

Le bail solidaire de Logeo.
Les investissements.

La main courante EPF/Région.

Signée en 2017, la convention Région Normandie/EPFN est tout à la fois :

- Un cadre qui permet de conjuguer les efforts des deux partenaires en faveur de développement local.
- Une main courante qui leur permet d'agir au plus près du terrain.

100 M€ pour aider les collectivités.

Pour la période 2017-2021, 100 M€ (dont 31,17 M€ financés par la Région) ont été réservés pour mettre en œuvre des projets locaux de développement durable.

- Il s'agit notamment de traiter et de reconverter les friches.
- Il s'agit aussi d'aider à la revitalisation des cœurs de bourgs et centres-villes grâce à une stratégie globale d'aménagement, sans oublier la réhabilitation de bâtiments pour y implanter des logements.
- La restructuration des quartiers autour des gares fait également l'objet de toutes les attentions.
- La réussite repose enfin sur la mise en place d'un dispositif d'observation foncière dans les EPCI intéressés.

Commentaire : cette action commune est particulièrement positive, en particulier pour les intercommunalités qui ont signé un contrat de territoire avec la Région ; l'EPF est ici un point d'appui efficace.

Le partenaire des élu(e)s.

• Il s'agit de l'EPF Normandie.

En novembre prochain, le conseil d'administration de l'EPF Normandie, présidé par Sébastien Lecornu, dressera le bilan à mi-parcours de son PPI, son programme pluriannuel d'interventions, adopté début 2017 pour 5 ans.

- Rappelons que le PPI est un plan de vol important puisqu'il décrit les priorités de l'établissement et les conditions techniques et financières de son soutien aux collectivités normandes. 300 M€ ont été fléchés pour la période 2017/2021 : 100 M€ en interventions directes (conseil, ingénierie, études) et 200 M€ en portage foncier.

Mon commentaire : le 5 juillet dernier, sans attendre la fin de l'année, Gilles Gal, le directeur général, a fait un premier point d'étape devant le conseil d'administration. Il a rappelé que l'établissement devait relever 4 grands défis pour répondre aux besoins émergents des communes et des intercommunalités. Le conseil d'administration a approuvé les orientations ; rappelons qu'il est principalement composé de représentants de l'État, de la Région, des Départements et des grandes intercommunalités.

• Quels sont les défis à relever ?

Quatre mots-clés pour les résumer : centralité, nouvelle économie, transition éco-énergétique et logement.

- 1 - L'explosion des demandes en matière de "centralité". Tous les maires des grandes villes et des villes moyennes sont en train de repenser l'aménagement de leur centre-ville pour y fixer les habitants et les activités. Les dispositifs "Coeurs de villes" (porté par l'État) et "Villes reconstruites" ou "centres bourgs" (portés par la Région) illustrent parfaitement les attentes exprimées et les réponses de l'établissement. Tous les départements sont concernés. Notons que l'EPF et la Banque des territoires interviennent souvent ensemble dans ces domaines-là.
- 2 - La "nouvelle économie" des territoires. Il s'agit de faciliter les "mutations-régénérations" du tissu existant, tout en créant les conditions favorables à l'implantation d'activités nouvelles : start'up, espaces numériques, R&D, industrie du futur. La reconversion de l'usine CINRAM de Louviers (27) en est un bon exemple ; avec l'appui de l'établissement public, cette friche est devenue le plus grand site de coworking de Normandie. Ici, les territoires stratégiques de la vallée de la Seine et des grandes agglomérations restent les premiers concernés, même si l'EPFN cherche à élargir le cercle des bénéficiaires.
- 3 - Les opportunités de la transition éco-énergétique. Les sujets ne manquent pas : protection du trait de côte, lutte contre les inondations, dépollution, traitement des friches, développement de l'économie circulaire, désamiantage, renaturation, construction d'écoquartiers... Les demandes sont multiples. Quelques exemples : réalisation d'une opération de R&D

L'ancrage du président Lecornu.

Depuis qu'il est ministre des Collectivités, Sébastien Lecornu n'intervient plus dans les décisions opérationnelles de l'EPF Normandie afin d'éviter les conflits d'intérêts, il a toutefois tenu à en rester le président.

- Il faut dire que l'établissement est un formidable poste d'observation des mutations qui touchent le territoire et un outil de dialogue positif avec tous les élus, ceux du conseil d'administration, mais aussi ceux des communes et intercommunalités.
- Sébastien Lecornu l'a redit, le 30 avril dernier, en s'invitant, au dernier moment, à la rencontre Territoires d'Industrie d'Hervé Morin : Citation : "L'EPF est un établissement public sérieux et consensuel, doté d'une ingénierie qualitative, qui a toujours su être de son temps, en devant souvent les attentes des élus.

Mon commentaire : pour le président Lecornu, c'est aussi une façon de rappeler à Hervé Morin qu'il est toujours là et bien là, que la Normandie reste son camp de base et qu'il est au contact et à l'écoute de ses élus. Ça ne peut pas faire de mal.

Christian Forterre.

Vient d'être nommé Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Normandie.

- Administrateur territorial depuis 8 ans, il a été cadre dirigeant au sein des Régions Poitou-Charentes et Nouvelle-Aquitaine avant de rejoindre dernièrement la communauté urbaine du Grand Paris Seine et Oise.
- Positionné auprès du préfet Pierre-André Durand, il assurera la coordination et le pilotage de tous les services de l'État engagés dans la lutte contre la pauvreté, mais aussi le dialogue avec les acteurs de terrain : départements, communes, CCAS, associations, etc.

Mon commentaire : l'enjeu est important, la Normandie est une région riche (en atouts et en projets), mais avec des habitants pauvres. Aujourd'hui, on estime qu'il y a 480 000 pauvres en Normandie (14,5% de la population). Le département de la Seine-Maritime est le premier touché avec 90 000 familles concernées, soit 270 000 personnes.

pour le désamiantage des anciens locaux de l'ENSM à Sainte-Adresse (76) ; étude pour la reconversion "verte" de l'ancien site industriel Acôme à Mortain-Bocage (50). Tous les départements sont concernés.

- 4 - La question du logement est la dernière priorité. Là encore, les attentes sont nombreuses. Comment répondre aux exigences de l'article 55 de la loi SRU en matière de logement social ? Comment limiter l'envolée du prix du foncier ? Comment rénover les logements mal isolés ? Comment traiter les copropriétés dégradées ? L'EPFN a des réponses à apporter. Par exemple, la destruction de l'immeuble Sorano, à Saint-Étienne-du-Rouvray (76), sera une illustration de sa capacité à gérer le dossier sensible des co-propriétés dégradées. Ça coûtera cher (4 M€ pour l'acquisition et 4 M€ pour la démolition), ça prendra du temps (au moins jusqu'en 2023) et si cette expérimentation est un succès, elle sera sûrement dupliquée dans d'autres quartiers.

Mon commentaire : l'EPF Normandie est donc au cœur des politiques locales d'aménagement. Est-ce suffisant pour en faire le partenaire naturel de toutes les collectivités normandes, en particulier des plus petites qui continuent de penser que ses interventions sont réservées aux plus grandes, celles qui "connaissent ma musique" ? Bien sûr que non ! "Et pourtant, nous sommes au service de tous, précise Gilles Gal, 40% de nos interventions concernent les grandes agglomérations, 40% les villes moyennes, et 20% les petites..." Il n'empêche. Pour se rapprocher du terrain et démultiplier l'action de l'établissement, le relais des 5 Départements et de la Région est nécessaire ; la convention signée en 2017 entre la Région et l'EPFN est ici exemplaire puisqu'elle permet de contractualiser avec de nombreux EPCI (voir page 1).

Renouvellement urbain.

L'ANRU engage 191 M€ sur le territoire de la Métropole.

C'est un top départ important. L'ANRU vient de confirmer son engagement financier pour le renouvellement urbain de 9 quartiers "sensibles" de la Métropole Rouen Normandie, 3 quartiers d'intérêt national et 6 d'intérêt régional.

- L'ensemble des opérations décidées représente un investissement total de 440 M€ qui sera financé à hauteur de 191 M€ par l'ANRU ; le solde étant à la charge des autres partenaires : Région, Département de la Seine-Maritime, organismes de logement social, CDC, Action Logement, ANAH.
- Le programme prévoit la démolition de plus de 1 800 logements locatifs sociaux, reconstitués au 1 pour 1 dans une démarche de rééquilibrage à

Et pendant ce temps-là...

• Jean-Pierre Tiffon veut coproduire le débat public éolien.

Président de la CPDP (Commission particulière du débat public), Jean-Pierre Tiffon ne veut pas rater le futur débat public qu'il est chargé d'organiser pour la construction de nouvelles éoliennes au large de la Normandie.

- Pour cela, il veut créer les conditions d'une participation effective des citoyens normands en les mobilisant, avant le débat, pour qu'ils définissent les questions auxquelles ils souhaitent avoir des réponses.
- Cette préparation partagée a déjà commencé. Mais elle va s'amplifier cet été puisque la collecte des questions va s'effectuer en ligne à partir du 25 juillet (sur le site <https://participons.debatpublic.fr/processes/eolmnormandie>), tandis que les membres de la CPDP se rendront à la rencontre des résidents, des élus, des associations, des acteurs économiques et des vacanciers. Jean-Pierre Tiffon sera d'ailleurs au Havre et à Cherbourg, le 23 juillet.

Les résultats de cette première consultation seront rendus publics dans la première quinzaine de septembre et serviront à définir les modalités du débat dont la CNDP fixera, après les avoir approuvées, la date d'ouverture.

Mon commentaire : avec cette préparation partagée, le président de la CPDP ne veut pas que la légitimité du futur débat soit contestée comme ce fut le cas pour Le Tréport, par exemple.

Fabien Martorana.

Est le nouveau sous-préfet de Bernay (27). Il remplace Philippe Laycuras nommé à Brive-la-Gaillarde.

À 41 ans, Philippe Martorana a effectué plusieurs allers-retours entre la police (il fut par exemple chef du service départemental du renseignement territorial de la Somme) et la préfectorale (il fut secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse).

Olivier Rousseille.

Est le nouveau président de la FFB Rouen Métropole et Territoires. Il succède à Hubert Poixblanc. Il dirige deux entreprises : Prieur (maçonnerie gros-œuvre) et Verhaeghe (couverture).

Frédéric Ledru.

Directeur régional de Colas Ile-de-France, Frédéric Ledru, 48 ans, vient d'être élu président de "Routes de France Normandie", le syndicat qui représente les entreprises routières et leurs fournisseurs.

"Routes de France Normandie" fait partie de la FRTPN.

Serge Quaranta.

Succède à Pierre Balmer à la présidence des Constructions Mécaniques de Normandie à Cherbourg.

- Cet ingénieur du CESI Rouen était depuis mars 2018 délégué territorial Normandie d'ENGIE.

Pascal Gabet.

Le directeur général d'HAROPA Port de Rouen a le sourire. La campagne céréalière qui s'achève est "d'une très grande qualité" puisque les exportations atteignent 8 Mt, en progression de 10,4% par rapport à la campagne 2017/2018.

- Les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) restent, de très loin, les premiers clients ; positif, on assiste à un retour des pays de l'Afrique de l'Ouest.

- Ces bons résultats s'expliquent notamment par l'effort d'adaptation réalisé par les grands opérateurs (SENALIA, NatUp, Soufflet, BZ) après la mauvaise campagne 2015-2016.

De son côté, le Port de Rouen dispose désormais d'un chenal approfondi permettant d'accueillir des céréaliers de plus de 11 m de tirant d'eau.

l'échelle de l'agglomération, la réhabilitation de 3 174 autres logements sociaux, et la production d'une offre de 550 logements, en diversification résidentielle, d'ici à 2030.

Les communes et quartiers concernés sont : Canteleu (Plateau), Cléon (Arts et Fleurs-Feugrais), Darnétal (Parc du Robec), Elbeuf (Centre-ville), Oissel (Oissel sur Seine Nord), Petit-Quevilly (La Piscine), Rouen (Hauts de Rouen et Grammont), Saint-Etienne-du-Rouvray (Château Blanc).

Usine d'éoliennes.

Siemens-Gamesa recherche ses futurs partenaires...

Avant de passer à l'acte, comprenez à la construction effective de son usine d'éoliennes du Havre, Siemens Gamesa Renewable Energy (SGRE) veut s'assurer que ses premiers clients seront bien au rendez-vous.

- Ses premiers clients ? Il s'agit d'ENGIE et d'EDF qui attendent la levée des derniers recours contre les parcs de Noirmoutiers, de Fécamp et de Courseulles pour passer leurs commandes. Ça devrait se débloquer cette année. Pour Le Tréport, il faudra patienter davantage.

SGRE attend donc EDF et ENGIE qui attendent le feu vert définitif des autorités : on l'a compris, tout le monde s'attend.

Mais l'entreprise se prépare.

Après le dépôt de la demande de permis de construire en février dernier, et alors que le GPMH vient de boucler son propre programme d'aménagement pour la future usine, Siemens-Gamesa a organisé une première réunion de travail avec 75 acteurs économiques havrais afin de préparer les différents chantiers.

- L'opération a été pilotée par Jean-François Martin, le responsable achat de l'entreprise, qui a rappelé sa volonté "de maximiser les retombées économiques pour le tissu industriel local". L'enjeu est d'identifier les entreprises susceptibles de répondre aux appels d'offres qui vont être prochainement lancés.

- Le premier concerne la construction du bâtiment et de la zone logistique attenante. SGRE travaille sur le calendrier suivant : bouclage du tour de table financier et feu vert avant la fin de l'année, réalisation des travaux en 2020/2021, inauguration fin 2021.

- D'autres appels d'offres suivront : outillage, puis "composants, maintenance et logistique".

Et pendant ce temps-là...

• 1 habitant sur 10.

De la Métropole Rouen Normandie vit dans l'un des 16 quartiers de la politique de la ville du territoire. Ce qui représente 47 800 personnes. L'INSEE vient d'analyser leur situation économique et sociale : un niveau de vie moyen beaucoup plus faible que dans l'ensemble de la Métropole (12 600 €, soit 7400 € de moins que les autres habitants), beaucoup de pauvres (50% de la population), plus de familles monoparentales et plus de familles nombreuses, moins de jeunes scolarisés, plus de personnes sans diplôme.

• Le nouveau "zonage médecin".

Pour lutter contre la désertification médicale et inciter davantage de généralistes à exercer dans les territoires les plus fragiles, l'ARS de Normandie vient d'élargir la carte des zones éligibles aux aides à l'installation ou au maintien.

- Avec ce nouveau zonage, ce sont 85 territoires, auxquels s'ajoute pour la première fois l'ensemble des Quartiers prioritaires de la ville (QPV), qui bénéficient d'aides pour accompagner et soutenir les médecins libéraux. L'Orne et l'Eure sont les deux départements les mieux "couverts".

L'intention est bonne et Christine Gardel, la directrice de l'ARS, a pris ici une décision positive. Remarquons toutefois que toutes les aides publiques disponibles n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à régler le problème.

Claude Sarcia.

Président du directoire d'IMA (Inter Mutuelles Assistance), Claude Sarcia est satisfait : ses résultats 2018 sont bons avec un CA en hausse de 11% (773 M€) et un résultat net qui progresse de 10% à 10,4 M€.

- Parmi les réussites, il cite l'ouverture réussie de son nouveau site opérationnel de Petit-Quevilly, près de Rouen, pour accompagner le développement et se rapprocher de certains de ses actionnaires : Matmut, Cardif IARD et MAE. 120 emplois ont déjà été créés, le site pourra en accueillir plus de 300.

Le groupe IMA exerce le métier "d'assistant" pour le compte de nombreuses mutuelles ; comprenez qu'il prend en charge les assurés qui ont des problèmes (dépannage-remorque, rapatriement, relogement).

Jean-Claude Weiss.

Restera-t-il président de Caux Seine Agglo (qu'il a créé, il y a plus de 10 ans) après les municipales ? De Bolbec à Port-Jérôme en passant par Caudebec-en-Caux, les spéculations vont bon train : on le dit partant. Lui observe et ne dit rien...

Et s'il doit être remplacé ? Le nom de Virginie Carolo est souvent cité.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Mon commentaire : pour la Ville, le Port et la CCI, Jean-Baptiste Gastinne, Baptiste Maurand et Léa Lassarat se félicitent de ce dialogue : "ce projet représente un enjeu fort pour le territoire en termes d'emplois et de financement."

Nouveau et intéressant.

Logeo Seine Estuaire expérimente le bail réel solidaire.

Depuis le 3 juillet, Logeo Seine Estuaire est la première entreprise sociale pour l'habitat à se doter de la compétence organisme de foncier solidaire (OFS) pour expérimenter la vente HLM en bail réel solidaire.

- La vente en bail réel solidaire est un dispositif social qui facilite l'acquisition de leur logement par les locataires, en dissociant la propriété du foncier (qui reste au bailleur) de la propriété du bien immobilier (qui passe au preneur). Cette dissociation permet une réduction d'environ 20% du prix, importante pour les ménages modestes qui habitent dans les grandes villes. La vente en bail réel solidaire sécurise aussi les immeubles contre le risque de copropriété dégradée et de spéculation immobilière. Pour Mathias Levy-Noguères, président de Logeo, "c'est un nouveau rapport à la propriété".

- 100 logements du patrimoine ancien de Logeo Seine Estuaire sont concernés par cette expérimentation, principalement dans les agglomérations du Havre et de Rouen.

À savoir : cette expérimentation est l'aboutissement d'un travail de recherche interne mené par les équipes de Logeo Seine Estuaire en partenariat avec Espacité, agence de conseil en politique urbaine.

À Caen, une page se tourne...

Joël Bruneau va inaugurer son tramway, le 27 juillet.

Enfin, tout s'est bien passé. Le nouveau tramway fonctionne, son inauguration officielle aura lieu le 27, pour Joël Bruneau, c'est un succès.

- Cette mise en service symbolise son premier mandat. Après son élection, il avait dû redimensionner ce projet "trop coûteux", à l'époque, Philippe Duron l'avait critiqué et beaucoup s'interrogeaient sur sa capacité politique et financière à le mener à bien. Après 18 mois de travaux, il a réussi.

- Avec cette inauguration, une page se tourne. Joël Bruneau est en bonne position pour mener la bataille des municipales ; il parle déjà d'une possible deuxième ligne de tramway, mais pas avant 2025, le temps de digérer les 275 M€ d'investissement de la première.

Et pendant ce temps-là...

• Le nouveau projet d'Akiolois dans l'Orne.

À Saint-Langis-lès-Mortagne (61), le groupe Akiolis qui possède deux filiales locales (Atemax et Soleval) étudie un projet ambitieux : la transformation de farine animale en gaz. L'investissement prévu est de 15 M€ pour un démarrage de l'équipement en 2021, ce sera une première en France, si toutes les autorisations nécessaires sont obtenues.

• La bonne trajectoire de Valdepharm.

À Val-de-Reuil (27), Valdepharm (Groupe FAREVA) est en train d'accroître ses capacités de production grâce à un investissement de 20 M€. Retenons, par exemple, la construction en cours d'une deuxième unité de chimie.

À noter : spécialisée dans la fabrication de produits injectables liquides et lyophilisés (ampoules, seringues et flacons), l'activité pharmaceutique connaît une croissance de 25%. Dans le domaine de la fabrication de principes actifs, Valdepharm s'investit auprès d'une trentaine de clients internationaux.

• Positif : Avril relance le site SAIPOL.

Détruit par une explosion en 2018, le site SAIPOL va redémarrer grâce à l'implantation d'une nouvelle unité de production de groupe français Avril (huiles de table et oeufs) moyennant un investissement important. Démarrage en 2022.